

Aperçu de la session

Session d'été

30 mai – 16 juin 2022

c/o Société suisse des employés de commerce
Reitergasse 9
Postfach
CH-8021 Zürich




info@die-plattform.ch
die-plattform.ch/fr

la plateforme – «For a strong Swiss workforce»







Avant chaque session parlementaire, les associations d'employé-e-s et associations professionnelles indépendantes de la plateforme donnent des recommandations sur une sélection de dossiers. Des solutions innovantes dans les domaines de la formation et de la politique sociale et économique permettent aux employé-e-s de mener une vie professionnelle épanouie et de développer leur potentiel tout au long de leur carrière professionnelle. Des professionnel-le-s fort-e-s et indépendant-e-s sont la base d'une société moderne et ouverte.




Vue d'ensemble

CONSEIL NATIONAL

	N°	Objet	Consultation	Recommandation
	17.412	Egalité des chances dès la naissance	31.05.2023	Non-entrée en matière
	23.3017	Aides financières pour les organisations faitières de promotion de l'égalité	31.05.2023	Approbation
	22.054	Initiative sur les rentes	05.06.2023	Rejet

CONSEIL DES ETATS


	N°	Objet	Consultation	Recommandation
	21.4338	LPP. Etendre l'assurance aux emplois à temps partiel multiples	30.05.2023	Rejet
	16.3350	Dépolitiser les paramètres techniques de la LPP	30.05.2023	Approbation
	22.067	Admission facilitée pour les étrangers titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse	05.05.2023	Approbation
	23.3213	Traduire enfin dans les faits l'égalité salariale entre les hommes et les femmes	05.06.2023	Adoption conditionnelle
	23.3212	Augmenter les rentes AVS des retraités dans le besoin	06.06.2023	Adoption conditionnelle
	16.414	Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail	07.06.2023	Classement

	22.4268	Accès sans examen à la HEP avec maturité professionnelle	07.06.2023	Approbation
	18.455	Accorder la qualité de personne exerçant une activité lucrative indépendante en tenant compte de la volonté des parties	12.06.2023	Donner suite
	23.3226	Pour une réduction du temps de travail!	14.06.2023	Rejet

Argumentaire

CONSEIL NATIONAL


30.05.2023

 17.412 Iv.Pa. déposée au Conseil national (CSEC)

Egalité des chances dès la naissance

La requête est prise en compte par le nouveau projet de mise en œuvre

La principale préoccupation de l'initiative porte sur l'amélioration de l'égalité des chances dans le système éducatif suisse. L'initiative vise à encourager une offre adaptée aux besoins dans le domaine de la petite enfance par le biais d'un financement initial dans les cantons. La CSEC-N a décidé de ne pas entrer en matière, car sa nouvelle initiative (21.403) a conduit à l'élaboration de la Loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants et aux cantons dans leur politique d'encouragement de la petite enfance (LSAcc). Ce projet intègre également les préoccupations de l'initiative initiale, la rendant ainsi obsolète.


 23.3017 Motion déposée au Conseil national (CSEC)

Aides financières pour les organisations faitières de promotion de l'égalité

Un nouvel élan pour l'égalité

Les acteurs étatiques œuvrant dans le domaine de l'égalité agissent surtout au niveau de l'information et du financement de projets individuels. Même les commissions extraparlimentaires n'ont que peu de prise sur les projets concrets en faveur de l'égalité. Dans d'autres domaines sociopolitiques comme la famille, les enfants, la vieillesse ou le handicap, des contrats de prestations sont conclus avec des organisations faitières. En ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes, cela n'est actuellement possible que dans le domaine de la violence domestique et de l'égalité salariale. Cette intervention vise à ce que de tels contrats de prestations ou aides financières soient en principe également possibles dans d'autres domaines de l'égalité, c'est-à-dire qu'une base légale soit créée à cet effet. Une base légale augmente les chances d'atteindre les objectifs nationaux et internationaux en matière d'égalité.

05.06.2023

 22.054 Objet du Conseil fédéral

Initiative sur les rentes

Lien avec la nouvelle prévoyance vieillesse

L'objectif de l'initiative est certes justifié, mais le timing est très mauvais. La dernière réforme de l'AVS vient d'être acceptée de justesse dans les urnes et le Conseil fédéral a pour mission de présenter une nouvelle réforme d'ici 2026. Il vaut donc la peine d'introduire les objectifs de l'initiative par ce biais. Il est également souhaitable de ne plus avoir un âge de retraite fixe, mais d'examiner l'idée d'une durée de travail au cours de la vie.

30.05.2023

21.4338 Motion déposée au Conseil national (CSSS)
LPP. Etendre l'assurance aux emplois à temps partiel multiples
A été résolu dans le cadre de la réforme de la LPP

L'amélioration de la prévoyance professionnelle pour les personnes travaillant à temps partiel est une préoccupation importante. Elle a toutefois été prise en compte dans la réforme de la LPP qui vient d'être achevée et a donc été résolue de manière suffisante.

16.3350 Motion CSEC-N
Dépolitiser les paramètres techniques de la LPP
Les composantes techniques n'ont pas leur place dans l'arène politique

Les débats acharnés menés dans le cadre de la réforme de la LPP – et le référendum qui s'en est suivi – ont clairement montré que les débats politiques sur des paramètres en soi techniques, tels que le taux de conversion et le taux d'intérêt minimal, sont hautement émotionnels. Avec pour résultat que le statu quo est maintenu ou que les réformes nécessaires au financement durable des caisses de prévoyance ne sont pas engagées. Comme le montre l'expérience acquise dans d'autres pays, il est préférable de coupler rigoureusement la composante «prestation» de la prévoyance avec la composante «financement». En revanche, d'éventuelles mesures supplémentaires concernant le niveau des prestations doivent faire l'objet d'un débat politique.

05.06.2023

22.067 Objet du Conseil fédéral
Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Admission facilitée pour les étrangers titulaires d'un diplôme d'une haute école suisse
Hautes écoles suisses pour le marché du travail suisse

Dans certains domaines comme la santé, les TIC, l'ingénierie ou les professions techniques, la Suisse ne forme pas suffisamment de spécialistes nationaux. Les mesures visant à encourager le potentiel de main-d'œuvre qualifiée suisse ne sont pas non plus suffisantes pour ces professions. La libre circulation des personnes permet d'atténuer partiellement cette pénurie. Toutefois, les spécialistes bien formé-e-s issus de pays tiers et qui étudient en Suisse sont tributaires de la «loterie des contingents». Au-delà de relations bilatérales stables avec l'UE, la présente mesure est également un moyen de sortir de la grave pénurie de spécialistes dans ces domaines, qui ne fera que s'aggraver.

23.3213 Motion déposée au Conseil des Etats (Herzog)
Après le oui à l'AVS 21, il est temps de traduire enfin dans les faits l'égalité salariale entre les hommes et les femmes
Attendre l'évaluation

La Loi sur l'égalité salariale, assortie d'une analyse de l'égalité salariale à partir de 100 employé-e-s, est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2020. A ce stade, l'efficacité de ces mesures n'est pas encore claire. Une évaluation des mesures n'est prévue qu'en 2024. De plus, aucun contrôle n'est envisagé. Toutefois, de premiers résultats des contrôles effectués dans les entreprises font état d'environ 3% d'écart salarial inexplicé. Dans les statistiques de la Confédération, ce chiffre s'élève à 8%. Cette différence s'explique par la divergence des méthodes d'enquête, à savoir si l'on considère l'ensemble de l'économie ou si l'on analyse les entreprises dans le cadre de la nouvelle loi. Pour les petites entreprises (moins de 100 employé-e-s), on suppose que l'écart salarial inexplicé est plus important. C'est pourquoi la plateforme a demandé dès la consultation que les entreprises soient contrôlées à partir de 50 employé-e-s. Néanmoins, il convient d'attendre les résultats de l'évaluation avant de prévoir d'autres mesures.

06.06.2023

■ 23.3212 Motion déposée au Conseil des Etats (Rieder)
Augmenter les rentes AVS des retraités dans le besoin
Un examen approfondi est nécessaire

La motion a pour objectif de lutter de manière simple et efficace contre la pauvreté des personnes âgées. A cette fin, les rentes AVS doivent être augmentées pour les faibles revenus. Cela doit être coordonné avec les PC. La lutte contre la pauvreté des personnes âgées est également un but important pour la plateforme. Toutefois, il convient d'examiner de manière approfondie si cela doit passer par une augmentation des prestations complémentaires, par de meilleures possibilités d'épargne dans la LPP ou par l'AVS. C'est pourquoi la plateforme suggère d'examiner les variantes sous l'angle de la réduction de la pauvreté des personnes âgées.

07.06.2023

■ 16.414 Iv. Pa. déposée au Conseil des Etats (Graber)
Introduire un régime de flexibilité partielle dans la loi sur le travail
Classement: une solution par branche a été trouvée

Pour les branches souhaitées par les initiateurs, à savoir les TIC, l'audit, la fiduciaire et le conseil fiscal, une solution a été trouvée pour une répartition plus flexible du travail via l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail. La commission demande donc le classement de l'initiative, ce que la plateforme approuve également. Néanmoins, la question de la compatibilité de la flexibilité horaire et géographique avec une protection de la santé réaliste est loin d'être résolue. Les associations membres de la plateforme travaillent d'arrache-pied à une proposition dans ce sens.

■ 22.4286 Motion déposée au Conseil national (CSEC)
Accès sans examen à la HEP avec maturité professionnelle
Renforcer le système de formation duale

La motion demande une meilleure perméabilité pour l'accès aux hautes écoles pédagogiques (HEP). Les professionnel-le-s titulaires d'une maturité professionnelle doivent être mis sur un pied d'égalité avec les titulaires d'une maturité gymnasiale en ce qui concerne l'accès aux HEP. Dans l'esprit d'un système de formation duale, ce désavantage doit être éliminé pour les jeunes professionnel-le-s qui ont suivi non seulement un apprentissage professionnel, mais qui ont acquis en plus un certificat de maturité. Les HEP ne sont pas destinées à des études académiques, mais – à l'instar des hautes écoles spécialisées – à la préparation à un métier nécessitant des connaissances théoriques approfondies. Lors de la mise en œuvre, il faut s'assurer que les éventuelles lacunes théoriques puissent être comblées au cours de la formation.

12.06.2023

■ 18.455 Iv.Pa. déposée au Conseil national (Grossen)
Accorder la qualité de personne exerçant une activité lucrative indépendante en tenant compte de la volonté des parties
Donner suite

La question de savoir comment les personnes actives, qu'elles soient salariées, indépendantes ou les deux à la fois, peuvent garantir leur protection sociale sera fondamentale à l'avenir. C'est pourquoi le débat doit être mené dès maintenant.

14.06.2023

23.3226 Motion déposée au Conseil des Etats (Crevoisier Crelier)
Pour une réduction du temps de travail!
Caractère peu approprié

La motion demande une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures ou l'introduction de la semaine de quatre jours. Bien que la plateforme soit favorable à un débat sur la répartition du travail rémunéré, du travail de «care» et du temps libre, elle estime que des objectifs aussi rigides ne sont pas pertinents. Il conviendrait plutôt de discuter de la signification du travail décent, de la manière dont celui-ci peut être mis en œuvre à l'avenir et du prix que nous sommes prêts à payer en tant que société.

Contact | die-plattform.ch/fr

— Dr. Ursula Häfliger, Directrice, T +41 44 283 45 78, info@die-plattform.ch

la plateforme – «For a strong Swiss workforce»

La plateforme est l'alliance politique des associations d'employé-e-s et associations professionnelles indépendantes. Avec plus de 85'000 membres, elle agit dans l'intérêt des professions de service, qui emploient actuellement 80% de la population active (avec une tendance à la hausse), et des métiers de la connaissance, le secteur professionnel qui connaît la plus forte croissance en Suisse. La plateforme travaille à des solutions innovantes dans les domaines de la formation et de la politique sociale et économique, permettant aux employé-e-s de mener une vie professionnelle épanouie et de développer leur potentiel tout au long de leur carrière professionnelle. Des professionnel-le-s fort-e-s et indépendant-e-s sont la base d'une société moderne et ouverte.

**société des employés
de commerce**
dynamiser l'économie. pour moi.

A Employés
Suisse

**SWISS
LEADERS**

veb.ch

ZGP Zürcher Gesellschaft für
Personal-Management

SALESSWISS

Kaderverband des öffentlichen Verkehrs KVÖV
Associazione dei quadri dei trasporti pubblici AQTP
Association des cadres des transports publics ACTP

**SWISS
ENGINEERING**
STV UTS ATS